



Le Conseil Municipal de POUM

Séance du : 1er février 2024

Présents : Henriette HMAE (Maire), Jean-Paul DEDANE (1er adjoint), René POROU (2è adjoint), Claude BOAOUVA (3è adjoint), Tania DAHOTE née PADOME (4ème adjoint), Maria TIDJINE née KAPOUNO, Natacha GAGNE, Esther NIONGUI, Ezeckiel DAHOTE, Marc TIDJINE ;			
Absents : Maéla TIDJINE, Steeven STUART, Nicolas TIDJINE, Erlin TIDJINE, Iris MALOUNE née NEAOUTYINE; Ezeckiel DAHOTE,			
Procuration :			
VOTE			
Nombre de voix : 9 Pour : 9 Contre : 0 Abstention : 0			

DELIBERATION N° 01/2024

Portant fixation et exonération partielle des pénalités de retard pour le marché « SANITAIRES PUBLICS »

Le conseil municipal de la commune de Poum, réuni en séance publique, le 1er février 2024, sur convocation adressée le 25 janvier ;

VU la loi organique n° 99/209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999,

VU la loi n° 99/210 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 ;

VU le code des communes de Nouvelle-Calédonie ;

VU la Délibération n° 424 du 20 mars 2019 ;

VU les articles 19 et 20-1 du C.C.A.G. Travaux ;

VU les décomptes généraux et définitifs du marché n° 98.01.26.21.T.02.00

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1er - Est approuvée l'exonération totale des pénalités de retard, inférieures à 100.000 FCFP, encourues par les sociétés, titulaires des lots 10,13,15 et 18, au titre du marché n° **98.01.26.21.T.02.00** relatif à Construction de sanitaires publics à la mairie de Poum ;

Article 2 - La présente délibération sera notifiée aux titulaires du marché par tout moyen et annexée aux décomptes généraux et définitifs du marché n° 98.01.26.21.T.02.00;

Article 3 – Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-2 du Code de Justice Administrative, un délai de deux (2) mois est disponible à compter de la notification et/ou, de la



MAIRIE DE POUM. NOUVELLE CALEDONIE.

publication de toute décision administrative pour former un recours gracieux, ou un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 4 - La Maire est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise au commissaire délégué de la République pour la province Nord et au trésorier de Koné et affichée en mairie et partout où besoin sera.

Pour extrait Conforme

Les Secrétaires



LA MAIRE

Certifie le caractère exécutoire du présent acte
Par sa transmission à la Subdivision Administrative NORD
Le 2 février 2024 et son affichage le 2 février 2024